

Télécoms : la fin d'un cycle d'investissements massifs juste avant la vente de SFR profite aux opérateurs

TÉLÉCOMS

Après une décennie d'investissements conséquents, les opérateurs français réduisent la voilure.

En 2025, leurs dépenses ont reculé de 15 %, un tournant pour le secteur qui se prépare au rachat de SFR par ses concurrents.

Mehdi Laghrari

Un peu d'air frais pour les opérateurs télécoms. Jeudi, la conférence annuelle Telconomics de l'Arcep sur le paysage économique des « telcos » a officialisé le grand virage macroéconomique du secteur en France. Pour la première fois après une décennie de folle course aux infrastructures, les investissements globaux des opérateurs amorcent un net reflux.

En 2025, l'effort financier global du secteur est repassé sous la barre symbolique des 11 milliards d'euros, s'établissant précisément à 10,3 milliards d'euros (hors achats de fréquences). Un recul marqué de

près de 15 % par rapport aux 12,1 milliards investis en 2024, et de plus de 30 % par rapport au pic historique de 2021, qui avait culminé à 14,8 milliards d'euros.

Fin du déploiement de la fibre

« Bien que les investissements demeurent supérieurs au pic de 2015, nous arrivons à la fin d'un cycle très important, avec la quasi-finalisation des déploiements des réseaux fibre », se réjouit Laure de La Raudière, présidente de l'Arcep. Les chiffres donnent raison au gendarme des télécoms : seuls 1,8 million de nouveaux locaux ont été rendus raccordables à la fibre optique l'an passé, soit une baisse de près de 30 % par rapport à 2024.

La dynamique est similaire sur le front du mobile, avec environ 6.100 nouveaux sites 5G ouverts commercialement en 2025, contre plus de 8.300 l'année précédente (-26 %). Avec plus de 80 % des abonnés Internet fixe désormais raccordés au très haut débit et près de 40 % des cartes SIM actives basculées en 5G, la France caracole en tête des pays européens les mieux avancés en termes de connectivité.

Pour Orange, SFR, Bouygues Telecom et Iliad-Free, qui travaillent activement à une consolidation, ce ralentissement s'apparente à une

bénédiction financière, qui va orienter à la hausse leur génération de cash-flows. Car le marché grand public reste soumis à une forte pression : après quatre années de croissance consécutives, l'Arcep pointe un recul de 0,8 % des revenus globaux du secteur en 2025.

Ce tassement s'explique par une guerre des prix toujours active sur le mobile. Le revenu des services mobiles a reculé de 3,5 % en 2025, notamment sous l'effet de baisses de prix intervenues les deux années précédentes. « Ces tarifications ne concernent toutefois que les nouveaux clients et non les contrats existants », précise un expert de l'Arcep, alors que la guerre des prix semble s'être calmée ces derniers mois.

Sur le front du fixe, la baisse est moins importante, mais elle est tout de même bien réelle : après une croissance de 3 % en 2024 et de 2 % en 2023, le revenu des services d'abonnement fixe ressort quasiment stable d'une année sur l'autre. « En 2025, un client des opérateurs a dépensé en moyenne 15 euros HT par mois pour un forfait mobile, et 37 euros HT pour un abonnement Internet à haut et très haut débit fixe », explique l'Arcep.

Des données qui ne manqueront pas de remettre une pièce dans la machine de la consolidation. Après l'accord du vendeur, le consortium



Avec notamment près de 40 % des cartes SIM actives basculées en 5G, la France caracole en tête des pays européens les mieux avancés en termes de connectivité. Photo Robin Utrecht/Sipa

constitué de Bouygues Telecom, Orange et Iliad-Free travaille toujours à une finalisation du protocole, avant de passer sous les fourches Caudines des régulateurs. Un examen pendant lequel les opérateurs rappelleront certainement la nécessité d'avoir une base de clients plus conséquente pour mieux rentabiliser leurs investissements à venir, notamment dans la 6G.

6.100

NOUVEAUX SITES 5G

ont été ouverts commercialement en 2025, contre plus de 8.300 l'année précédente.

« Nous n'avons pas encore le cadre du déploiement de cette nouvelle technologie, donc nous ne pouvons pas nous prononcer sur le coût de son déploiement à ce stade, note Laure de La Raudière. En revanche, le volume d'investissement engagé sur la dernière décennie étant très largement dû au déploiement de la fibre, nous pouvons considérer que le pic d'investissement est derrière le secteur. » ■